

Les raisons locales de la colère dans l'éducation

Hier, le mouvement de grève dans l'éducation a été bien suivi à La Flèche. Effectifs, réformes jugées ineptes, dégradation des conditions de travail : des profs expliquent les raisons de leur mobilisation.

La mobilisation

Une mobilisation bien suivie

Écoles primaires, collèges ou lycées : hier, de nombreux enseignants ont répondu à l'appel à la grève de leurs principaux syndicats, à commencer par le FSU-SNUipp. À La Flèche, quelques-uns de leurs représentants nous expliquent la raison de cette mobilisation « **assez bien suivie localement** » dans les différents établissements de la ville qui a notamment activé le service minimum d'accueil dans cinq de ses écoles.

Côté secondaire, FSU annonce environ un quart d'enseignants grévistes au lycée d'Estournelles-de-Constant, habituellement peu mobilisé. Et pour le collège du Vieux-Chêne, ce sont 16 enseignants sur 27 qui ont fait grève hier, accompagnés de la vie scolaire et de la quasi-totalité des AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap).

L'étincelle Oudéa-Castéra

Depuis sa nomination, le 11 janvier dernier, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale Amélie Oudéa-Castéra n'est pas loin de faire l'unanimité contre elle chez les professeurs, et en particulier ceux du public qui voient en sa défense de la scolarisation de ses enfants dans le privé « **l'étincelle qui a mobilisé toute la profession** ».

« **Quelque part, elle nous a rendu service en mettant en lumière nos problèmes** », ironise Hervé Bois, professeur au lycée d'Estournelles-de-Constant. « **Ce qui est violent, c'est aussi le message passé par la nomination d'une double ministre, également chargée de sports et des Jeux olympiques de 2024** », appuie Esther Fallot, professeure des écoles.

Un « **déclencheur** » de la mobilisation mais qui, pour les profs, ne doit pas faire oublier les réelles causes de leur colère.

Des effectifs en souffrance

Au premier rang de leurs revendications : le nombre insuffisant de professeurs, le plan de recrutement et, conséquemment, les heures de cours non-assurées en cas d'absen-



Qu'ils soient professeurs des écoles, de collèges ou lycées : les enseignants et responsables syndicaux des établissements fléchois nous expliquent les raisons de leur grève.

PHOTO : OUEST-FRANCE

ce des professeurs, faute de remplaçants. « **Au lycée, par exemple, il y a toujours un poste de prof de français qui n'est pas assuré** », explique Hervé Bois. « **Au collège du Vieux-Chêne, la principale a dû partir faire un remplacement dans un autre établissement. L'adjointe a pris le relais, mais du coup, il manque quelqu'un ici** », ajoute Fabrice Perché, professeur de SVT.

« **Il n'y a plus de réseau de remplaçants et on voit la proportion de contractuels augmenter depuis plusieurs années**, regrette Esther Fallot. **Ils ont à cœur de faire les choses bien, mais beaucoup n'ont jamais travaillé dans l'enseignement avant donc cela peut rapidement devenir compliqué pour eux.** »

Des réformes

« sorties de nulle part »

Agacé par des réformes « **imposées à la hussarde et qui arrivent au dernier moment** », Thierry Mauny, prof au lycée, dénonce des « **effets d'annonce permanents** ». Parmi eux,

l'expérimentation de l'uniforme à l'école fait bondir les enseignants rencontrés. « **Aucun prof n'a jamais demandé ça. Cela sort de nulle part** », s'étonne Max Cardona. « **Certains élèves n'ont même pas de manuels mais on va mettre des milliards pour des uniformes...** », tempête Hervé Bois. Surtout, ils redoutent l'inefficacité du dispositif : « **Aujourd'hui, le harcèlement se passe essentiellement par les réseaux sociaux et, quand bien même, on ne voit pas comment cela pourrait marcher** », explique Nathalie Mauny, enseignante au Petit-Ver-sailles.

Tous s'inquiètent de la mise en place de groupes de niveau au collège, annoncés pour 2024 par Gabriel Attal quand il était leur ministre de tutelle : « **Une façon de faire qui nous fait revenir à il y a plus de 50 ans** » et qui participe à « **une maltraitance institutionnelle** ».

Des accueils inadaptés

Dans le primaire comme le secondai-

re, les profs font le même constat : en plus des classes surchargées, c'est aussi leur « **hétérogénéité** » qui pose question. « **C'est une des spécificités du sud Sarthe, où c'est encore plus prégnant qu'ailleurs : le manque de place dans des structures adaptées d'élèves en situation de handicap ou en besoin d'accompagnement, qui se retrouvent donc livrés à eux-mêmes dans des classes classiques** », dénonce Fabrice Perché.

Une mauvaise pente qu'ils craignent de voir s'accroître avec le projet de fusion des métiers d'AESH et d'AED (assistants d'éducation, qui sont chargés de la surveillance) : « **deux métiers qui n'ont rien à voir et déjà précaires** ».

Si la question des salaires a également été évoquée, les grévistes l'assurent : « **Ce n'est plus la motivation principale tant les conditions de travail se sont dégradées.** »

Yohann BOURGIN.